



Séance publique— ~~A huis clos~~ — du 25 octobre 2018.

**Présents :** M. F. Dupont, **Président** ;

M. G. Philippin, **Bourgmestre**, MM. T. Cialone, ~~Mme N. Dubois~~, MM. R. Grosch et P. Saive ,  
**Echevins** ;

MM. F. Gingoux, G. Secretin, H. Huygen, C. Kersteens, Mme F. Samray-Collard, MM. P. Giele  
R. Quaranta, G. Viallard, T. Coenen, Mme A-M Libon, ~~MM. A. Rassili, C. Gauthy~~, R. Courtois  
~~R. Munoz Sanchez~~, J. Peters, Mmes C. Bernardin-Bosard, A. Russillo, M. G. Li Vecchi, Mme J  
Lejeune, M. R. Lahaye, Mme A-M Hannon, MM. C. Marguillier et W. Delaitte, **Conseillers** ;  
M. J-F Bourlet, - **Président du CPAS** (avec voix consultative) ;  
M. F-J Santos Rey, **Secrétaire**.

**Objet : Règlement établissant une redevance pour l'intervention des services communaux en raison du non-respect de certaines dispositions réglementaires en matière de propreté publique et d'affichage**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la Constitution, les articles 41,162 et 173 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation tel que modifié à ce jour, et notamment ses articles L1122-30, L1133-1 à 3, L1124-40 §1<sup>er</sup>, 1°, L3131-1 §1<sup>er</sup> et L3132-1 §1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu l'ordonnance de police administrative générale du 30/06/2005 telle que modifiée à ce jour

Vu le décret du conseil régional wallon du 27/06/1996 relatif aux déchets ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 5 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2019;

Revu sa délibération du 24/10/2005 relative au même objet ;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions

Considérant qu'il en a été débattu au cours de la réunion ad hoc instituée en application de l'article L1122 - 34 du code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'article 43 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal;

Vu la communication du dossier au directeur financier faite en date du 12/10/2018 conformément à l'article 1, L1124-40 §1, 3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par le directeur financier en date du 12/10/2018 et joint en annexe ;

Sur proposition du Collège communal,

Par 22 voix pour et 3 abstentions ;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

Il est établi dès l'entrée en vigueur du présent règlement jusqu'au 31/12/2025 une redevance pour l'intervention des services communaux en raison du non-respect de certaines dispositions réglementaires en matière de propreté publique et d'affichage

**Article 2 :**

La redevance est due solidairement par le propriétaire des lieux, le producteur des déchets, l'auteur de l'acte entraînant l'intervention, par le propriétaire ou le gardien, au sens de l'article 1385 du code civil, de l'animal ou de la chose qui a engendré la salissure

**Article 3 :**

La redevance est fixée comme suit :

- 1) enlèvement de déchets abandonnés ou déposés à des endroits non autorisés ou en dehors des heures autorisées
  - a) petits déchets, tracts, emballages divers, contenus de cendriers, etc jetés sur la voie publique : 50 €
  - b) sacs (agréés ou non) ou autre récipient contenant des déchets provenant de l'activité normale des ménages, commerces, collectivités : 80 € par sac ou récipient
  - c) déchets de volume important (électroménagers, ferrailles, mobilier, etc) : 250 € par centaine de kilos entamé et le coût réel de la mise en décharge
- 2) enlèvement ou nettoyage rendu nécessaire du fait d'une personne ou d'une chose (vidange dans les avaloirs, abandon de graisse, huile, béton, mortier, etc) : 80 € par acte
- 3) enlèvement de déjection canine de la voie publique et ou nettoyage de salissures générées par un animal : 20 € par acte
- 4) enlèvement de la voie publique de nourriture destinée aux animaux errants et aux oiseaux : 50 € par acte
- 5) enlèvement d'affiches apposées en d'autres endroits du domaine public que ceux autorisés : 50 € par m<sup>2</sup> entamé
- 6) enlèvement de panneaux amovibles supportant des affiches placés en d'autres endroits du domaine public que ceux autorisés : 25 € par panneau
- 7) dans le cas où l'enlèvement ou et le nettoyage du dépôt entraîne une dépense supérieure au taux forfaitaire prévu, la redevance sera basée sur le décompte des frais réels

**Article 4 :**

La redevance est payable dans les 30 jours de l'envoi de la facture selon les modalités reprises sur celle-ci.

**Article 5 :**

A défaut de paiement le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément aux dispositions prévues par l'article L1124-40 § 1er ,1° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Les frais du rappel par voie recommandée prévu par cet article L 1124-40 seront à charge du débiteur et s'élèveront à 10,00 €.

**Article 6 :**

Les réclamations doivent être motivées et adressées au Collège Communal dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la facture.

**Article 7 :**

Cette délibération sera transmise au Gouvernement Wallon suivant les articles L3131-1 et 3132-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et entrera en vigueur après accomplissement de la formalité de la publication faite conformément à l'article 1133-1 et -2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**Le Secrétaire,  
(s) F-J SANTOS REY**

**Par le Conseil :**

**Le Président,  
(s) F. DUPONT**

**Pour extrait conforme :**

**Le Directeur général f.f.,  
F-J SANTOS REY**

**Le Bourgmestre,  
Grégory PHILIPPIN**



